

« On avait l'impression d'entendre du Bayrou », glisse-t-on dans l'entourage du président du MoDem. [Jeudi soir](#), sur France 2, c'est d'ailleurs à lui que s'est adressé François Hollande. En expliquant qu'il n'est « plus président socialiste » mais désormais « président de tous les français, président de la France », en ne citant ni son premier ministre, ni le PS, ni ses alliés, en parlant de « rassemblement », en multipliant les signes aux chefs d'entreprise, le chef de l'Etat a fait un pas supplémentaire en direction de François Bayrou.

En novembre déjà, lors de sa [première conférence de presse](#), Hollande avait mis en avant plusieurs priorités économiques du centriste (nécessité du désendettement, pacte de compétitivité). Le président du MoDem s'était « réjoui » de cette prestation et de « la politique de l'"offre" » mise en place par le gouvernement, centrée sur l'aide aux entreprises. « Si c'est cette la ligne que (Hollande) choisit et qui s'impose en priorité à toutes les autres, alors la France a une chance de s'en sortir », avait expliqué Bayrou dans [un entretien à Mediapart](#), fin février. Tout en soulignant qu'il ne rentrerait pas dans un gouvernement avec lequel il est « en désaccord profond ».

Après l'intervention de jeudi, le leader du MoDem apparaît plus que jamais compatible avec François Hollande. Une convergence est-elle en train de se dessiner ? Entretien.

**Mediapart: Il y a un mois, vous nous expliquiez que François Hollande avait choisi, lors de sa première conférence de presse, en novembre, « un cap » « en phase » avec vos priorités, mais vous regrettiez qu'il y ait encore, au sein de la majorité et du gouvernement, « deux lignes opposées ». Il semble avoir fait son choix...**

**François Bayrou:** Comme depuis plusieurs mois, les intentions exprimées vont dans le bon sens. Croissance, soutien à l'innovation, politique sociale-démocrate de l'offre : dans le livre que je viens de publier (*De la vérité en politique*, Plon, Ndlr), j'ai écrit qu'il n'y avait pas d'autre choix, pour tout gouvernement, de toute inspiration, sauf à choisir l'aventure de la sortie de l'euro. J'approuve par exemple totalement ce qui a été dit hier sur l'allègement de la fiscalité sur les transmissions et les cessions d'entreprises en France. Mais je n'ai pas eu l'impression d'un plan puissant d'ensemble qui concentre les forces du pays autour de cet impératif de soutien aux entrepreneurs, aux créateurs, aux chercheurs, aux innovateurs. J'ai plutôt eu l'impression de mesures déclinées en une longue énumération, qui donnait un sentiment de dispersion, de fouillis.

**Mais pour François Hollande, « les outils sont là ».**

Je suis en désaccord profond avec l'idée que la « boîte à outils » est complète, que ça y est, nous avons tous les outils nécessaires, et qu'il suffit de les mettre en oeuvre. Je ne crois pas que le [crédit d'impôt compétitivité-emploi](#) soit vraiment efficace pour la création d'emplois, ni d'ailleurs, (en cela je suis minoritaire), que le coût du travail soit l'explication principale des difficultés de l'emploi, ni que les emplois d'avenir aident puissamment à sauver la situation des jeunes, ni encore que les contrats de génération réussissent à faire naître des centaines de milliers d'emplois. Pour moi, l'urgence est de sécuriser la situation juridique, sociale, psychologique des créateurs d'emplois et de richesse, des entrepreneurs et des innovateurs, de ceux qui signent les contrats de travail. Aujourd'hui cette catégorie, absolument précieuse dans la bataille que doit mener le pays, se sent dans l'insécurité, elle a le sentiment qu'elle est ciblée plus qu'aidée.

**Jeudi soir, François Hollande s'est pourtant adressé à plusieurs reprises aux chefs d'entreprise, aux décideurs économiques, bien loin de son discours du Bourget, en janvier 2012?**

Encore heureux ! Cela prouve que les idées justes progressent. Et je vous le dis : il n'y a pas d'autre option politique. On aurait d'ailleurs mieux aimé qu'il n'y ait pas cette mise en scène idéologique au Bourget, qui d'une part a nui à l'esprit de la France entrepreneuriale, et qui d'autre part a déçu ceux qui ont cru à l'authenticité d'un projet "de gauche", à la force de l'idéologie anti-finances, par exemple.

**La majorité réformiste «existe» mais elle est «dispersée»**

**Mais l'annonce d'un « choc de simplification » administrative, qui doit notamment réduire les démarches administratives des entreprises, doit vous satisfaire?**

Oui, cela est absolument nécessaire. Sur France 2, dans l'émission de Laurent Ruquier, j'avais plaidé pour une telle simplification en montrant le code du travail suisse et le code du travail français. Mais pour l'instant, nous sommes encore dans le domaine des intentions. S'il y a une action réelle de simplification des codes, des normes, des contrôles, de tout ce qui est paralysant de la vie du pays entrepreneurial - et qui est par ailleurs sans fruit pour les salariés -, alors ce sera profitable.

**La logique ne veut-elle pas que François Hollande change de majorité et installe une majorité réformiste?**

La France a besoin, quelles que soient les étiquettes, d'une politique réformiste, soutien de l'innovation, de la recherche, de la production. Cette politique a besoin d'une majorité, la majorité existe, mais elle est dispersée entre des camps différents et antagonistes. Si l'on veut que cette majorité se réalise un jour, il y a une nécessité: changer les règles nuisibles du jeu politique français. C'est pourquoi la moralisation de la vie publique, la question du cumul des mandats - traitée hier, disons la vérité, par-dessus la jambe -, la diminution du nombre de députés, de sénateurs, la question d'un mode de scrutin juste: tout cela est la condition nécessaire - pas suffisante -, d'un renouveau de la vie publique en France qui puisse permettre de soutenir la politique qu'il faut pour le pays.

Pour l'instant, la vie politique est artificiellement divisée en deux camps, gauche - droite, qui, à l'intérieur d'eux-mêmes, ne sont plus d'accord sur rien. Il y a un désaccord fondamental entre le gouvernement et, non pas seulement le Front de Gauche, mais aussi une partie substantielle du tissu socialiste français. On observe la même chose à droite, la montée du Front national montre que, dans les deux camps, des ruptures se préparent.

**Vous dites que cette majorité réformatrice « existe », mais qu'elle est « dispersée ». Si des gages sont donnés par François Hollande sur les points que vous évoquez...**

...Si vous voulez me tirer vers l'idée que je serais en train, subrepticement, d'avoir des arrière-pensées et de préparer des manœuvres vers des coalitions dans lesquelles je pourrais jouer un rôle, ôtez-vous cela de l'esprit. Ma réponse est non. La condition pour qu'un tel débat avance dans l'esprit public, c'est que ce ne soit en aucun cas une démarche politicienne, ou d'ambitions personnelles. J'exprime non pas une envie, mais une nécessité pour le pays, une nécessité que je continuerai à soutenir dans mes attitudes et mes actions.

**Mais cette majorité réformatrice, si elle est mise en place, devra être conduite par un premier ministre...**

Si François Hollande maintient son cap, s'il arrive à dessiner cette politique dont je suis certain qu'elle est nécessaire, ce jour-là un tournant politique interviendra, avec de lourdes conséquences politiques, comme cela s'est produit en 2004 en Allemagne. Mais je ne suis à l'affût ou à la recherche d'aucun intérêt, ce n'est pas mon état d'esprit, je ne suis engagé dans aucune manœuvre, cela pollue la réflexion qu'il faut mener.

**François Hollande n'a cité ni le PS, ni ses alliés, ni son premier ministre Jean-Marc Ayrault, il a expliqué qu'il n'était « plus président socialiste » et a multiplié les « je ». Cette posture de président au-dessus des partis rejoint votre vision.**

C'est une conception de la fonction que j'ai réclamée et dont je considère qu'elle est la seule possible pour l'avenir du pays. Car les changements et la réorientation nécessaires ne peuvent se faire que si l'on fait reculer l'esprit partisan et les habitudes sectaires du pays. Le président de la République est le président de tous les Français. Encore faut-il qu'il le montre dans les faits, par exemple dans les nominations, et pour l'instant, le moins que l'on puisse dire c'est que l'on n'y est pas.

**De nombreuses dispositions, pourtant promises par le candidat socialiste, ont disparu de la réforme constitutionnelle, comme le droit de vote des étrangers ou le statut pénal du chef de l'État?**

La réforme constitutionnelle est a minima, et elle ne prend pas en compte un certain nombre de promesses faites et d'attentes. Mais toutes n'étaient pas essentielles : j'ai toujours été extrêmement réservé sur la réforme du statut pénal du chef de l'État, parce que, à l'occasion d'une mise en cause judiciaire éventuelle, le risque de pressions médiatiques et de l'opinion est élevé, et cela peut empoisonner le mandat. En revanche, la réforme comporte un point-clé, plus important: la suppression de la Cour de Justice de la République (CJR - seule habilitée jusqu'ici à poursuivre et à juger les ministres pour des délits commis dans l'exercice de leurs fonctions, Ndlr). Il est anormal qu'un ministre soit jugé par les parlementaires, la collusion d'intérêts est énorme. Je suis donc satisfait que sa suppression figure dans la réforme.

**Vous vous présentez comme l'héritier d'une famille politique qui comprend notamment Jacques Delors. L'intervention de François Hollande était justement assez proche de celles du [club "Témoin"](#) (le club de Delors, regroupant intellectuels et politiques, sous la houlette d'Hollande)?**

Oui, c'est le grand courant social-réformiste français, qui comporte plusieurs personnalités. Vous avez entendu hier la réaction d'Alain Juppé, il était très mesuré. Il y a nombre de citoyens et de responsables politiques qui, en France, partagent ces valeurs-là. Encore faut-il qu'ils puissent un jour se mettre en harmonie, et non en affrontement stérile.

**Lire aussi**

- [Bayrou: «Hollande exemplaire? Non, bien sûr!»](#)
- [François Hollande: les adieux à la gauche](#)
- [En avant vers la social-démocratie à la scandinave!](#)